

sens, la meilleure manière de régler ces différends, c'est de laisser le patron et l'ouvrier s'entendre entre eux. Dans la ville que j'habite, il n'existe pas d'associations ouvrières et nous n'avons jamais eu de grèves d'aucune sorte. Nos artisans, pour la plupart, sont propriétaires des maisons qu'ils habitent et la plus grande harmonie règne entre toutes les classes de la communauté. J'ai déjà dit un mot de la bonne entente qui devrait exister entre le cultivateur et l'industriel et il en est de même de toutes les autres classes de la population.

Je crois que tout le monde a approuvé les mesures prises par le Gouvernement pour faire distribuer des semences aux cultivateurs de l'Ouest. Le département a reçu 48,630 demandes et il faudra 6,000,000 de boisseaux de blé et d'avoine pour ensemençer 3,473,456 acres de terre. Le Gouvernement, en agissant ainsi, se montre généreux à l'égard de l'Ouest et je m'en réjouis. Dans l'Ontario, le Manitoba et les provinces de l'Est, les gouvernements provinciaux se sont chargés de pourvoir aux besoins des cultivateurs; dans les provinces des prairies, cette tâche est dévolue au gouvernement fédéral et nous souhaitons tous que son intervention produise d'excellents résultats.

Le Gouvernement a certainement bien mérité du pays pour la manière dont il a administré les affaires depuis qu'il est au pouvoir et je félicite le ministre des Finances de nous avoir soumis un budget aussi bien étudié et une assiette d'impôts aussi équitable. Les nouvelles taxes pèseront également sur tous les contribuables et je n'ai aucun doute que tous sont disposés à contribuer aux dépenses de la guerre. Grâce à la prévoyance du ministre des Finances, chacun sera appelé à contribuer selon ses moyens et je n'ai aucun doute que les électeurs approuveront cette politique. Dans ma circonscription, autant que j'ai pu m'en rendre compte, les électeurs sont unanimes à approuver les mesures prises par le Gouvernement pour mettre le Canada en état de supporter sa part de cette terrible guerre.

M. D. B. NEELY (Humboldt): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec un certain intérêt le discours du représentant de Grey-sud (M. Ball), et je dois dire que je regrette de ne pouvoir pas admettre plusieurs de ses conclusions. L'honorable député et d'autres membres de la droite semblent accueillir avec beaucoup de complaisance les propositions tarifaires qui sont actuellement à l'étude.

Je conçois facilement que le fait de gagner sa vie dans une industrie qui profitera

[M. R. J. Ball.]

assurément des modifications du tarif puisse influencer sur la disposition d'esprit de l'honorable député. Mon honorable ami désapprouve l'idée d'opposer une classe à une autre, le fabricant au cultivateur, celui-ci au fabricant, et je conviens avec lui que les meilleurs rapports devraient exister entre tous les groupes dont notre population se compose. J'abonde aussi dans son sens lorsqu'il dit que les cultivateurs apprécient la présence des fabricants au Canada, et qu'il ajoute que les fabricants estiment les cultivateurs. Je dois dire qu'ils les estiment, et ils les estimeront davantage lorsque ce projet de tarif aura force de loi.

Mon honorable ami, homme d'affaires pratique, vient au secours du Gouvernement lorsqu'il déclare qu'il ne faut pas attribuer à sa politique la crise générale qui se fait sentir dans les cercles commerciaux et financiers d'un bout du pays à l'autre. Je dois nier carrément cette conclusion de l'honorable député, car la politique du Gouvernement depuis qu'il est au pouvoir a beaucoup contribué, à mon avis, à la crise financière et commerciale qui sévit aujourd'hui au Canada. Le Gouvernement a obtenu le pouvoir d'après un programme qui,

un sens, veut dire restriction du commerce dans les limites du pays. Si une politique de restriction du commerce n'a pas pour résultat logique la crise commerciale et le manque d'ouvrage, c'est que je ne connais pas le premier mot des doctrines de l'économie politique.

L'échec qu'a fait subir à la convention de commerce de 1911 la thèse protectionniste des députés qui composent le parti ministériel a été, en grande partie la cause de la crise commerciale actuelle, et il doit passer pour le principal facteur de cette crise. Tout d'abord, il a porté un rude coup à la production, en ce que la classe nombreuse qui s'adonne à l'industrie agricole, base de la prospérité du pays, n'a pu obtenir, dans des conditions souverainement avantageuses, accès au marché qui, à mon avis et de l'opinion de la plupart de mes électeurs, était le meilleur marché du monde civilisé.

M. EDWARDS: L'échec subi par la prospérité est-il aussi la cause de la crise qui sévit en ce moment aux Etats-Unis?

M. NEELY: L'honorable député devra prouver d'abord que les prémisses sur lesquelles il appuie sa question sont vraies, et qu'il existe aux Etats-Unis une crise semblable ou égale à la crise qui sévit au Canada.